

*Nº 99 12. XI. 1936.*

*Légation de Suisse*  
*Espagne*

Madrid, le 7 novembre 1936.

Rapport Politique No 31

D 4/III/36/II/ØMa

Fuite du Gouvernement

*En car au matin.*

*11.11.36*

*Luzuriaga*

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Le sort en est jeté. Le Gouvernement est parti pour Valence. Quoiqu'on s'attendit depuis longtemps à cet évènement, il a causé une profonde impression, car il est sans doute le signal de la fin. La nouvelle nous fut communiquée par une lettre du Ministre d'Etat, en date d'hier, le 6 novembre, remise ce matin à 11 1/2 h. à l'Ambassadeur du Chili par le Secrétaire général du Ministère, M. de Ureña. Cette lettre est brève. En cinq lignes elle communique que dorénavant la capitale sera transférée à Valence. Le Sous-Secrétaire déclara au doyen que désormais M. <sup>Alvarez</sup> devait être considéré seulement comme un chef-lieu de province et que pour toutes les questions de sécurité et d'organisation, le Corps Diplomatique devait s'adresser au Directeur général de sécurité; pour les affaires politiques, il conviendrait de se mettre en rapport avec le gouvernement à Valence. Nous voici donc devant le fait accompli. Le Corps Diplomatique reste ébahi devant l'action du gouvernement qui sans plus marquer aucune forme de courtoisie ni plus donner des assurances quant à la sécurité, s'enfuit ailleurs. Il se rappelle à se propos la promesse formelle de M. Alvarez del Vayo, faite aussi au soussigné, d'informer le Corps Diplomatique en temps utile pour qu'il puisse se mettre en sécurité. Ce gouvernement se couvre de boue. Impuissant à contenir les masses dont il a déjà avant l'insurrection stimulé les appétits les plus grossiers, il doit céder lui-même, non seulement

./.

Monsieur G. Motta,  
 Conseiller Fédéral  
 Chef du Département Politique Fédéral  
B e r n e.

Dodis



-2-

aux rebelles, mais à l'action des éléments les plus radicaux qui le composent. D'après d'autres renseignements qui nous parviennent, le gouvernement ne serait pas parti dans sa totalité et en fait le président du Conseil et M. Alvarez del Vayo auraient été empêchés de se déplacer et seraient actuellement détenus de la F.A.I. Ainsi agit le peuple vis à vis d'un Largo Caballero qui, de façon qu'il était, arriva au pouvoir par le soutien des masses. D'autre part, la justice exige peut-être que péricule par la main de ceux-là mêmes, celui chez qui il fomente la haine sociale. Madrid se trouve donc, alors que le canon tonne à ses portes, dans une situation quasi anarchique, dont les conséquences peuvent être très graves pour tous. Bien qu'on nous ait affirmé que la direction générale de sécurité subsiste, il semble que son directeur, un sinistre représentant du parti, ne soit plus ici. Ce serait, paraît-il, Margarita Nelken, la prophétesse communiste bien connue, qui dirigerait les affaires de la direction générale. Pour combien de temps, l'avenir le dira. Je crois, en effet, qu'à la réception de ce rapport les événements m'auront devancé et que je vous en aurai déjà rendu compte télégraphiquement.

Ce matin à la séance diplomatique, il fut décidé en l'absence du gouvernement d'obtenir du gouverneur militaire actuel de la place de Madrid, le général Miaja, les assurances concernant notre sécurité. D'autre part, le doyen se mettra en rapport avec le collège des avocats pour obtenir au moins un appui moral dans les gestions à entreprendre. Une d'entre elles serait d'adoucir le sort des prisonniers qu'on menace d'emmener en otage (il y en a environ 10.000) à Valence. Un grand nombre d'officiers prisonniers auraient déjà été envoyés à Alcala de Henares.

./.

-3-

En ce qui concerne la question de la garde qui nous a causé beaucoup de soucis, je crois qu'elle est assez bien résolue et qu'on laissera aux missions les détachements qui soi-disant du moins doivent nous protéger. Les ordres d'hier étaient une insulte au Corps diplomatique. Après avoir pris l'engagement formel, le 24 septembre, de maintenir dans leur nombre et leur composition les gardes des Légations et Ambassades, le Ministre de l'Intérieur ordonna de les changer et de les remplacer par un couple de gardes de sécurité, non autorisés à entrer dans la mission, mais devant rester de piquet devant la porte. Autant dire qu'ils n'auraient été d'aucune utilité, vu le danger de la rue et les crimes qui s'y commettent de nuit.

La situation des Suisses ne s'est pas beaucoup modifiée et j'aime à espérer qu'elle se maintiendra dans cet état. Toutefois, des miliciens-voleurs ont tenté aujourd'hui même de piller l'appartement de M. Weydmann. Une intervention énergique d'un compatriote, M. Heusser, les a empêchés de continuer. Je me réserve de protester demain, si elle existe encore, à la direction générale de sécurité. Des faits de ce genre pourraient bien, malgré toute notre attention, se répéter. Comme je l'ai déjà dit, nous nous enlisons actuellement dans un marasme de racaille, l'expression n'est pas exagérée. C'est la lie qui dirige. Il faudra donc toute notre vigilance et toute notre souplesse pour éviter des collisions.

Sur les progrès des opérations, je ne puis, avant le départ de ce courrier par avion français, que vous donner de brefs renseignements. Malgré l'émulation artificielle du gouvernement et de la presse, les milices ne manifestent qu'un enthousiasme

./.

-4-

bien faible pour une cause qu'on dit être du peuple. Leur attitude au front est parait-il piteuse. On a vu des officiers les menacer du pistolet pour les faire avancer. D'autre part, les éléments radicaux poussent les gardes constitués, tels que les gardes d'assauts et de la garde nationale républicaine à se mettre à l'avant, désireux qu'ils sont de les faire anéantir pour se protéger eux-mêmes. Beaucoup d'ailleurs passent quand ils le peuvent du côté rebelle. On soupçonne aussi l'action des fameux comités contre les gardes des Légations avec l'intention de les désarmer et de se débarrasser de ces éléments intéressants. Il y aurait des volumes à écrire sur les iniquités qui se commettent actuellement. On a toutefois l'impression qu'avec le départ du gouvernement, la résistance de Madrid, malgré les éléments extrêmes de la F.A.I. pourrait être moins grande qu'on craint, ce qui serait certainement à l'avantage de nous tous.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires de Suisse a.i.

Emil Fontanel